



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-63 - Séance du 18 juillet 2018

#### ACTES

##### 1. Commande publique

##### 1.1 Marchés publics

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	X
28	21	23	Contre	
			Abstention	

L'an 2018, le 18 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 12 juillet 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 12 juillet 2018.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – MAZOLLIER Elisabeth – SUAY Régine – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – VANGREVELYNGHE Patricia – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – MARTINEZ Mickaël – JODAR Mélissa – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – DUCAMP Ludovic – CORDEAU Damien – VIDAL Stéphane – MICHEL Yves

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc – MONIN Séverine pour BASSO Béatrice

**Absents :** PERRIER Thierry – SIMAR Morgan – PEETERS Fabien – FOUREL Sylvain – RAMORA Anna

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## N° DLM2018-63 – DECLARATION SANS SUITE DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE PARTIELLE POUR LA REALISATION DES AMENAGEMENTS PAYSAGERS DU PARC « GERARD BRUYERE »

Monsieur David RIBEIRO, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et aux travaux rapporte qu'en vue de poursuivre la réalisation du Parc Gérard Bruyère, le Conseil Municipal avait délibéré le 26 avril 2017 afin autoriser la signature d'un avenant permettant au maître d'œuvre paysager de sortir du groupement formé avec BRL Ingénierie. Ses prestations n'ayant pas été remplacées dans le cadre du marché initial, la commune a lancé une consultation en vue de la conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre partielle tendant à la réalisation des aménagements paysagers.

L'avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 30 mai 2018 pour publication au BOAMP (Bulletin officiel des annonces de marchés publics) et au JOUE (Journal officiel de l'Union Européenne). La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 03 juillet 2018 à 12h00. La commune a alors reçu 5 plis contenant les candidatures. Il n'a pas été procédé à l'ouverture de ceux-ci.

Parallèlement, des réflexions conjointes ont été menées par la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole relativement à la gestion des différentes maîtrises d'œuvre de l'opération. Au regard de l'économie globale du marché de maîtrise d'œuvre en cours d'exécution, une consultation globale est envisagée reprenant le format du marché initial et réunifiant la composante hydraulique et la composante paysagère du projet.

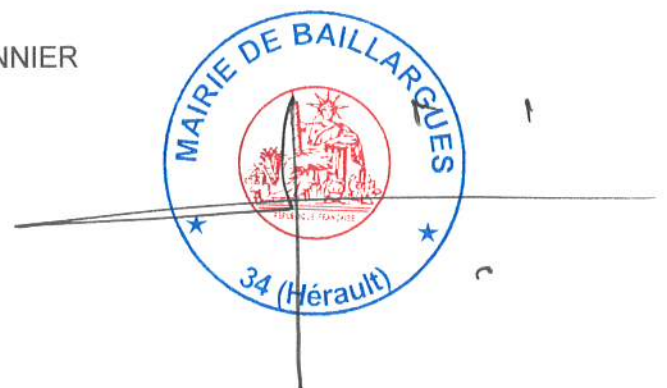
Les interfaces d'exécution de l'ensemble des travaux en seront notamment simplifiées par le choix d'une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination commune.

C'est pourquoi, la commune souhaite faire application de l'article 98 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, qui permet à l'acheteur de déclarer sans suite la procédure, à tout moment pour un motif d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à déclarer sans suite la consultation portant sur le marché de maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des aménagements paysagers du Parc Gérard Bruyère n°01/MOE/18.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à déclarer sans suite la consultation portant sur le marché de maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des aménagements paysagers du Parc Gérard Bruyère n°01/MOE/18.

Pour extrait conforme,  
Le 19 juillet 2018,  
Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.